Avant-propos

Francis Messner

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1021>

DOI : 10.4000/rdr.1021

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 10 mai 2016

Pagination : 5-6

ISBN : 978-2-86820-954-2

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Francis Messner, « Avant-propos », *Revue du droit des religions* [En ligne], 1 | 2016, mis en ligne le 11 février 2020, consulté le 19 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1021> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1021>

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

AVANT-PROPOS

L'unité de recherche *Droit, Religion, Entreprise et Société* (DRES, Université de Strasbourg / CNRS) est un pôle de compétence unique en son genre dans le domaine des sciences des religions. Depuis près de trois décennies, ses membres ont mené des travaux de recherche d'envergure relatifs au droit français et aux droits étrangers des religions. Plus d'une trentaine d'ouvrages collectifs et de dossiers dans des revues scientifiques ont ainsi été publiés, dont le *Dictionnaire du droit des religions* (Éd. du CNRS, 2011) et le *Traité de droit français des religions* (LexisNexis, 2^e éd. 2013).

Au sein de l'unité de recherche DRES, l'équipe *Droits et religions* se devait de compléter son offre scientifique déjà riche en bases de données, en formation par la recherche et en publications, par une revue spécifiquement consacrée à ces thématiques. Il s'agit avec cette revue semestrielle de mettre au service de la communauté scientifique le savoir-faire des membres de l'équipe strasbourgeoise et de ses réseaux nationaux et internationaux, afin de créer une synergie de la recherche en droit des religions. La revue souhaite refléter une pluralité des approches par le droit et privilégier le croisement des opinions, créant ainsi un espace d'élaboration de réponses aux interrogations sociétales. Son objectif principal est également de poursuivre la structuration du droit français des religions pour en faire un outil d'analyse de la régulation normative du fait religieux à destination des juristes et plus largement des spécialistes des sciences humaines et sociales. La revue comprend pour chaque numéro, un dossier thématique rendant compte de nouveaux questionnements et problématiques, des *varia* restituant des recherches originales et des chroniques apportant des éclairages sur l'actualité du droit des religions en France et à l'étranger.

Dans ce premier numéro, le dossier sur le financement public des cultes dans une société sécularisée propose une réflexion sur l'évolution des modes de subventionnement des cultes en France et en Europe, lesquels tendent à

se rapprocher du droit commun du financement des autres activités sociales et des groupements développant des activités d'intérêt général. Encadrée au niveau européen par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, déclinée selon les traditions des différents États, diversifiée à l'intérieur même du territoire français, la régulation juridique du financement public des cultes reflète à la fois les transformations de la place de la religion dans la société et les développements contemporains du droit.

Les articles de la rubrique *varia* permettent d'approfondir des sujets d'actualité comme le traitement judiciaire de la collision entre droit et normes religieuses ou le droit des détenus au regard de la mise en œuvre de leurs pratiques religieuses. La contribution sur le droit à l'objection de conscience au service militaire pour des raisons religieuses fait un retour sur une situation qui a donné lieu à de vifs débats.

Enfin, les trois chroniques font écho à quelques événements récents, comme la volonté des pouvoirs publics de supprimer une disposition du droit pénal local en Alsace-Moselle relative au délit de blasphème, le traitement juridique de la culturalisation du religieux avec la présence de crèches dans des lieux affectés à un service public et la réforme sans grande concession du statut des cultes au Luxembourg en 2015.

Francis MESSNER